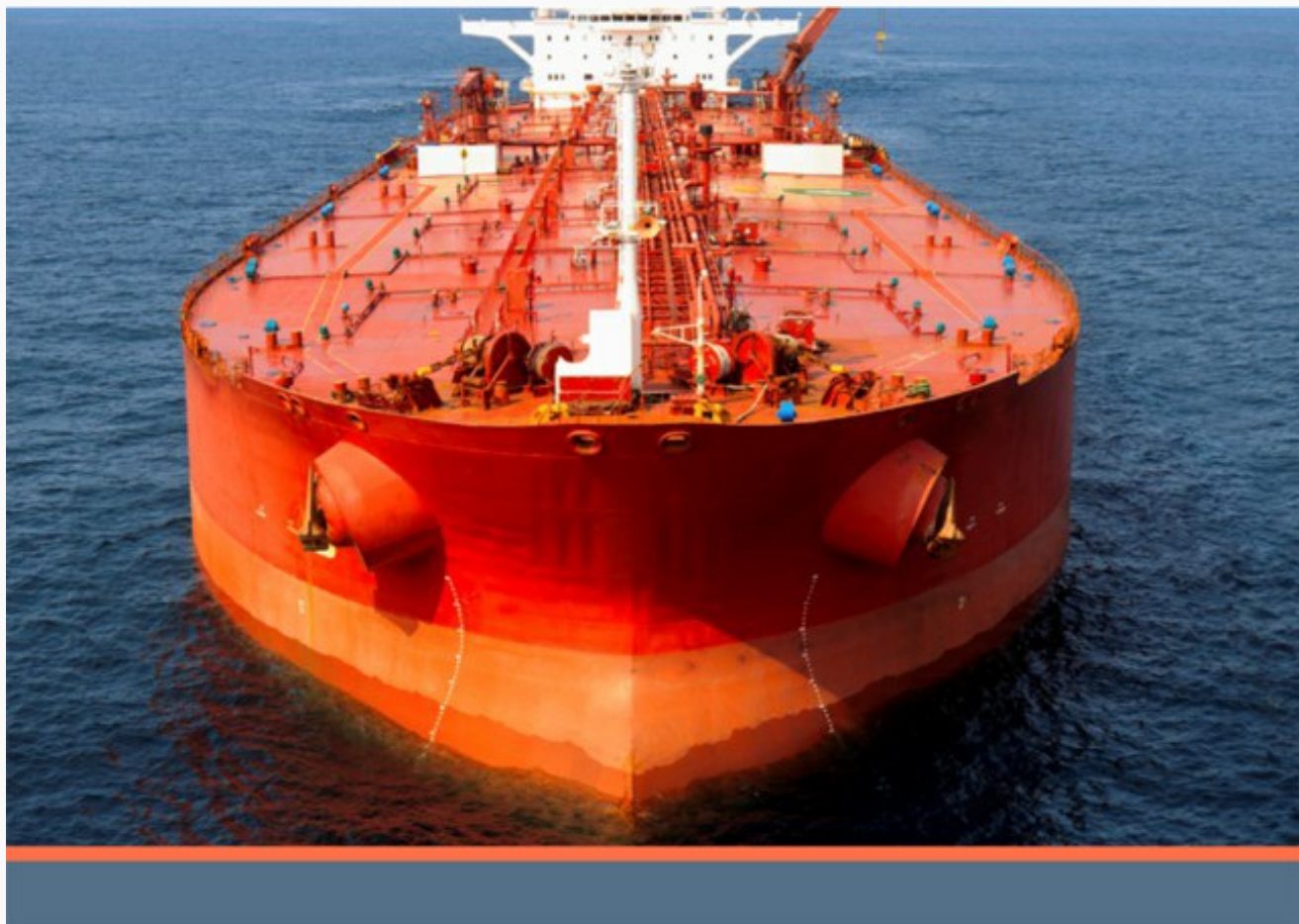


Main basse suisse sur le pétrole africain... et gabonais

Loïc Ntoutoume

L'opacité entretenue pendant longtemps par les négociants suisses de pétrole et leurs partenaires africains vient d'être dévoilée à travers un rapport publiée par un consortium d'ONG.



La première de couverture du rapport. © ladb.ch

A travers un rapport intitulé « *Big Spenders: Swiss Trading Companies, African Oil and the Risks of Opacity* », les ONG, *La Déclaration de Berne*, *Swissaid* et *Natural Resource Governance Institute* (US) mettent en lumière les manigances opérées par certains gouvernements des dix principaux pays exportateurs d'Afrique subsaharienne et leurs partenaires négociants helvétiques dans l'achat de brut. « *Les ventes de pétrole brut par les gouvernements et leurs compagnies nationales sont l'un des secteurs les moins étudiés de la gouvernance du secteur pétrolier, il s'agit de la première étude détaillée sur ce sujet* », ont déclaré les auteurs qui se sont focalisés sur l'Angola, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, la Guinée équatoriale, le Nigeria, le Soudan du Sud et le Tchad.

Selon le rapport de 27 pages, qui réunit des informations jamais publiées sur plus de 1500 ventes de pétrole brut par les États et les compagnies pétrolières publiques d'Afrique subsaharienne, entre 2011 et 2013, les firmes de Genève et de Zoug se sont aménagées une part de marché de 25% sur le segment très opaque de la filière

pétrolière. Les entreprises suisses ont ainsi acheté plus de 500 millions de barils de pétrole, représentant 55 milliards de dollars, soit l'équivalent de 12% des recettes budgétaires cumulées de ces États, allant jusqu'à détenir le monopole dans certains pays. *«De tels paiements devraient s'effectuer en toute transparence en raison de leur énorme ampleur. Cependant, dans la plupart des cas examinés, une telle transparence a fait défaut. Il n'y a aucune transparence sur la destination de l'argent lié à ces ventes de pétrole, alors que les montants sont faramineux»*, affirment ces ONG.

Le Gabon, Petrolin, Vitol, Gunvor, etc.

Le rapport indique, concernant le Gabon, que l'agence Bloomberg a rapporté que *Petrolin*, une société qui commercialise du pétrole pour le gouvernement gabonais, a vendu deux cargaisons de brut gabonais, du Rabi léger, en octobre 2012. Si l'acheteur, le volume et la date sont indiqués dans les documents de la transaction, il est néanmoins impossible de vérifier s'il s'agit vraiment de brut gouvernemental. Pour rappel *Petrolin* est une petite société fondée et présidée par Samuel Dossou, un ancien conseiller spécial du président Omar Bongo. Du fait de certaines dispositions mises en place par le gouvernement gabonais au début de la décennie en cours, *Petrolin* a trouvé des clients pour le pétrole du gouvernement gabonais, mais a également vendu des cargaisons individuelles provenant du Gabon. Parmi ces acheteurs, on comptait des entités suisses telles que Vitol, Gunvor et, le très peu connu Admar Trading. Les auteurs du rapport indiquent que rien n'est clair qui pourrait certifier que *Petrolin* ou l'éventuelle société acheteuse a payé le gouvernement gabonais pour ce brut, puisque cet intermédiaire commercialise également le pétrole de ses propres participations dans des actifs gabonais en amont (ça on ne le savait pas) et que les deux catégories de cargaisons ne peuvent être distinguées.

Les ONG indiquent qu'au début de l'année 2013, le rôle marketing de *Petrolin* a enregistré un recul notable avec l'entrée en scène de Vitol qui a conclu un accord avec Gabon Oil Company, société nationale créée pour commercialiser au moins une partie de la part de production du gouvernement gabonais. La même année et en vertu de cet accord, Vitol a levé plusieurs cargaisons et a vendu pour plus de 400 millions de dollars du pétrole pour l'Etat gabonais. Cependant, l'implication au Gabon des marchands de pétrole Suisses devrait diminuer du fait que Gunvor préconise d'accorder des prêts au gouvernement gabonais et de se mettre en joint-venture avec lui pour la création d'une société de raffinage et de commercialisation de produits pétroliers.

De gros trous dans les budgets des Etats

Pour les auteurs du rapport les cas de *Petrolin* et Vitol qui pourraient s'expliquer par le fait que certains pays africains manquent d'expérience dans les transactions pétrolières, n'illustrent pas moins comment certains gouvernements choisissent de négocier des accords de commercialisation à long terme avec des entreprises individuelles plutôt que de procéder à des appels d'offres. Ce qui limite la concurrence et crée des risques avec des intermédiaires qui cherchent à gagner des marges bénéficiaires énormes qui auraient pu servir à la trésorerie de l'Etat.

Devant cette situation, les ONG demandent aux pays producteurs d'adopter des règles assurant *«l'intégrité dans la sélection des acheteurs et la fixation du prix de vente»*. En outre, ils demandent que les pays publient les noms des sociétés qui achètent le pétrole étatique. Du travail, toujours et encore pour les coalitions *«Publiez ce que vous payez»* et *Initiative pour la Transparence des Industries Extractives* (ITIE).

Trouvez le rapport [ICI](#).